

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16 000 Angoulême

Angoulême, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROINET Christophe (ex-Claude)

parcelle au lieu dit Le Terme

3 rue de la Vieille Route
16420 Saint-Christophe

Références : 2025_1323_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0100055836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2025 sur l'ancien site de M. Claude ROINET implanté 3 rue de la Vieille Route 16 420 Saint-Christophe. L'inspection a été annoncée le 15 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de 2025 fait suite aux nombreuses inspections (en 2019, 2021, 2022 et 2024) qui se succèdent depuis le 6 novembre 2017.

Le 13 mai 2019, un arrêté de mise en demeure de respecter des prescriptions réglementaires a été signé à l'encontre de l'exploitant M. Claude ROINET par la préfète de la Charente. Cet arrêté est devenu caduc suite au décès de M. Claude ROINET le 19 février 2022. C'est l'un de ses enfants qui a pris en charge l'évacuation des différents déchets présents sur le site.

L'inspection du jour fait suite à celle du 20 septembre 2024 dans le but de constater l'évolution de

l'évacuation de véhicules hors d'usage (VHU) et de déchets automobiles.

Il est à noter que des VHU sont également présents sur le garage situé aussi à Saint-Christophe (AIOT n° 0003103120).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROINET Christophe (ex-Claude)
- Terme 16420 Saint-Christophe
- Code AIOT : 0100055836
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le garage ROINET était une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). Il bénéficiait d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 1977 pour le dépôt de ferraille sur une parcelle longeant la route départementale 163, au lieu-dit le Terme, sur la commune de Saint-Christophe, autorisation au titre de la rubrique 286, qui correspond aujourd'hui à la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE.

GARAGE ROINET a été radiée du registre de commerce des sociétés le 9 mars 2006. Aucune cessation d'activité n'est parvenue à l'inspection des installations classées, ni pour le centre de véhicules hors d'usage (VHU) ni pour la station-service. Une mise à jour de cette situation a été effectuée dans le cadre des inspections successives.

Par bénéfice d'antériorité, l'entreprise est enregistrée en qualité de centre de VHU pour le site du Terme (AIOT n° 0100055836), ce qui n'est pas le cas pour le garage implanté dans le bourg. De même, les deux sites ne possèdent pas l'agrément obligatoire pour les centres de VHU – agrément désormais remplacé par l'obligation d'adhésion, soit à un éco-organisme, soit à un système individuel dans le cadre de la filière à responsabilité élargie du producteur (REP).

Au final, le garage ROINET se révèle être un centre de VHU illégal. Comme les héritiers de M. Claude ROINET ne souhaitent pas déposer de dossier de régularisation administrative du garage, l'inspection leur demande d'évacuer des deux sites les VHU et déchets qui subsistent.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire ⁽¹⁾	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽²⁾	Proposition de délais
1	Evacuation VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
2	Evacuation des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

(2) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'un des héritiers, M. Christophe ROINET, nettoie le site avec ses deux fils durant les week-ends et les vacances en vue d'évacuer des VHU et déchets de la parcelle au Terme et du garage (voir rapport relatif à l'AIOT n° 0003103120) présents sur le site. Un effort certain a été réalisé, mais il subsiste encore des véhicules et déchets à évacuer.

M. Christophe ROINET est actuellement le seul héritier à se préoccuper de cette situation. Il est donc proposé au préfet un projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'ensemble des ayants-droits du défunt M. Claude ROINET.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. [...] <i>Constat lors de l'inspection du 20/09/2024</i> Un bloc arrière de tracteur, deux camions et une quinzaine de voitures ont été évacués par la société NIVELLE à Roumazières-Loubert. Il n'y a plus de véhicules devant le petit hangar. Il en reste toutefois encore de nombreux derrière le bâti, dont une partie enfouie dans les fourrés.
Constats : Le jour de la visite, le site était rendu inaccessible par la densité de la végétation. M. Christophe ROINET indique qu'aucune action n'a été réalisée depuis la dernière visite d'inspection du 20 septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé aux héritiers, sous 10 mois , d'évacuer les VHU restant afin de rendre ce site propre. Ceux-ci doivent être confiés à des filières dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de cette évacuation sont transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois

N° 2 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. [...] <i>Constat lors de l'inspection du 20/09/2024</i> Des déchets mécaniques divers ont été évacués par la société NIVELLE. Il reste encore quelques roues, pneumatiques et autres déchets à retirer, qui sont enfouis dans la végétation.
Constats : Le jour de la visite, le site était rendu inaccessible par la densité de la végétation. M. Christophe ROINET indique qu'aucune action n'a été réalisée depuis la dernière visite d'inspection du 20 septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé aux héritiers, sous 10 mois , de finaliser le nettoyage du site en vue de le remettre en état de propreté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois